

Bonnes nouvelles

(une bonne année de lutte à tous)

Que faire maintenant ? Qu'est-ce qu'on attend ? Que les réunions du CE se suivent avec toujours les mêmes déclarations de la direction ? Que la direction finisse par annoncer un début de catastrophe ? Est-ce que la comédie ne dure pas depuis trop longtemps ?

Nous pensons clairement qu'il est largement temps d'agir. Oui, nous sommes convaincus qu'il devient nécessaire de bouger les choses. La direction semble s'enliser que ce soit avec les banquiers qu'elle n'arrive pas à rassurer ou avec les clients chinois qu'elle n'arrive pas à satisfaire.

Nous ne pouvons pas laisser cette situation se dégrader lentement. Nous ne devons pas rester spectateurs d'un processus qui nous concerne directement. L'heure est venue, d'après-nous, que les salariés se mobilisent à nouveau.

Certes, ce n'est pas simple car l'ambiance dans l'usine est morose. C'est un sentiment mêlé d'inquiétudes, d'écœurement et de résignation qui domine. Plus d'un an après avoir arrêté la mobilisation, il est difficile de retrouver les bons réflexes.

Surtout qu'entre temps, la direction a repris le dessus, pas complètement mais quand même un peu. Elle a voulu remettre en place une discipline, un système de hiérarchie rigide avec un genre de flicage, des intimidations et des pressions. Cela n'a pas été aussi simple et résultat elle s'y est un peu cassée les dents. Et au passage, elle a même perdu en partie le contrôle sur sa maîtrise qui n'est plus homogène.

La mobilisation est passée par là et elle a changé beaucoup de choses dans nos têtes. La direction croyait qu'elle pouvait retrouver le contrôle de la situation, comme avant. Elle s'est trompée, il y a quelque chose de cassé, elle a perdu son autorité, sa crédibilité.

Cela n'empêche que ce n'est pas si simple de se remobiliser. Il faut le moral, il faut croire que l'on peut changer la donne. Comment défendre une usine quand on voit que les patrons les ferment aussi facilement ?

Nous avons besoin d'avoir les idées claires pour nous défendre réellement. Nous avons besoin de débattre sur nos perspectives, de discuter des orientations des syndicats. Comment voyons-nous les choses, quelles perspectives avons-nous les uns et les autres ? C'est autre chose que la guéguerre syndicale, non ?

Pour nous, rien est fini. Nous sommes convaincus que nous pouvons encore agir efficacement sur le gouvernement, sur FORD et les pouvoirs publics. D'ailleurs, nous rencontrerons avec les autres syndicats Alain JUPPE lundi puis Alain ROUSSET et Vincent FELTESSE mardi.

Nous sommes nombreux, nous représentons dans la région un poids économique considérable. C'est notre force. Ne gaspillons pas tout ça. Le 2 février, c'est le moment de commencer à dire le plus possible qu'en 2010, nous ne nous laisserons pas faire.



HAPPY BIRTHDAY ?

Février est décidément un mois à anniversaires : en 2006, c'était la naissance de notre journal « Bonnes Nouvelles » ; en 2007, c'était le démarrage de la mobilisation avec la première manifestation à Blanquefort ; en 2008, c'était le blocage et la panique pour la direction ; en 2009, c'était l'annonce officielle de la reprise avec les « promesses » du sauvetage de l'usine. Et en février 2010 ? C'est la mobilisation qui repart ?

En tout cas, nous appelons à faire une action symbolique en ce jour du 2 février. Il est important de marquer le coup et de montrer à tout le monde que nous ne nous résignerons pas, que nous n'accepterons pas d'être sacrifiés, que tous les emplois doivent être vraiment sauvés ...

Alors pour cette journée, nous prévoyons de distribuer des tracts devant l'usine à la population, d'inviter les élus et les médias pour une conférence de presse. Nous ferons le point ensemble sur la situation et nos perspectives.

Lundi 1er février, nous distribuerons un tract qui détaillera l'organisation de la journée.

LES « EX-FORD » EN CAMPAGNE

Les élections sont une bonne occasion pour se faire entendre. Les « politiques » sont en cette période un peu plus sensibles aux problèmes de la population et des salariés. Cette année avec les Régionales, comme il y a deux ans avec les Municipales, nous allons essayer d'intervenir dans les meetings des gros partis (PS et UMP).

Déjà, au travers des entretiens avec les élus PS comme la députée Got ou le sénateur Anziani, nous avons eu leur accord pour une intervention au début du meeting de samedi 30 janvier au Palais des Congrès (Bordeaux, à 18h30).

Le but est de rappeler aux élus ou futurs élus, à l'opinion publique que l'avenir de FAI est en danger, qu'il y a urgence pour intervenir. Nous souhaitons ainsi renforcer la pression sur les pouvoirs publics et montrer qu'il faut contrôler les agissements de nos patrons.

Nous interviendrons sous la forme d'une délégation et nous lirons une déclaration. Nous le ferons au nom de l'ensemble des salariés convaincus qu'il ne faut rien lâcher, que la bataille pour la défense de nos emplois est à continuer.

ET SI ON PARLAIT POGNON

Le débat est loin d'être achevé. Il y a ceux qui regrettent que Ford n'ait pu faire plier les syndicats en acceptant de signer un accord qui garantissait des plans de licenciements. Et puis il y a ceux qui sont persuadés que la défense de nos emplois est cruciale.

Nous sommes toujours en relations avec nos camarades de Solectron ou de Molex, deux usines qui ont fermé ces derniers mois. Ces salariés ont été licenciés dans les deux cas avec des indemnités minimales de 65 000 euros. Certains comme à Célanèse (Pau) sont partis avec 75 000 euros mini. Super ? C'est ce que semblent dire nos camarades syndicalistes quand ils insistent lourdement sur les 50 000 euros brut promis par Ford s'il nous licencierait.

Pourtant, même avec une plus grosse « enveloppe », les salariés licenciés auraient préféré garder leur boulot, leur salaire et leur vie. Car une fois virés, c'est pour la grande majorité la galère, les petits boulots, les salaires autour de 1000 euros pour ceux qui en trouvent, parfois des déménagements pour cause de dettes ...

Au lieu de regretter les pièges d'hier, pensons à défendre nos intérêts collectifs de demain. Pour nous, pas de doute, ce sont les emplois, les salaires et les conditions de travail que nous avons et que nous voulons défendre. Le jour où la cause sera perdue, alors nous bataillerons pour des indemnités, mais pas avant !



SITUATION PRÉOCCUPANTE

Les négociations sur la reconnaissance et la lutte contre les risques psycho-sociaux viennent de commencer. C'est une loi gouvernementale qui impose aux patrons de mettre en place des moyens pour améliorer les relations sociales au sein des entreprises. En clair, il s'agit de s'attaquer au développement d'une « maladie », la souffrance au travail.

Ici, chez FAI, la situation n'est pas aussi dramatique qu'à France Telecom, à Renault ou à Peugeot qui ont connu des vagues de suicides chez des salariés déprimés. Mais la souffrance existe bien, et ce pour des raisons différentes. Une souffrance qui touche aussi bien les ouvriers que les cadres.

La dégradation des relations sociales dans une entreprise, le mal-être ou le stress chez de nombreux salariés ne proviennent pas uniquement des licenciements, de la précarité ou des craintes de l'avenir. Bien souvent, les restructurations dictées par un souci de gain de productivité s'accompagnent d'une pression accrue sur les salariés, d'une remise en cause des collectifs de travail, de la solidarité dans les équipes.

C'est tout cela qui provoque une fragilisation psychologique des salariés, ce qui peut conduire au drame. Il faut prendre cette question très au sérieux. Des salariés expriment déjà une souffrance (mise au placard, discrimination ...). C'est pour discuter de ce qui nous apparaît urgent qu'une réunion extraordinaire du CHSCT aura lieu le lundi 8 février.

SOUFFLEUR !

A la réunion du CE de lundi, il y a eu des questions adressées au PDG. Parfois il semble un peu perdu pour répondre. Heureusement, il a son souffleur, le DRH qui cache sa bouche pour lui souffler ce qu'il doit dire, discrètement (disons qu'il essaye de l'être). Ce qui n'est pas rassurant, c'est que le PDG a besoin qu'on lui souffle les réponses.

On peut se poser des questions. A-t-il des réponses aux questions posées ? Les réponses soufflées sont t'elles improvisées ou réelles ? La direction devrait investir dans des oreillettes c'est plus discret...

TAPAS Y SANGRIA, OLÉ !

Une chose est certaine, depuis la reprise, la direction ne cesse de voyager. Après plusieurs séjours en Chine, en Russie, voici au programme la découverte de l'Espagne. Il ne s'agirait pas ce coup-ci de chercher désespérément des nouveaux clients.

Visiblement, une délégation bilingue de FAI (donc pas besoin d'un interprète ou d'un dico) irait rendre une petite visite à l'usine de ... Ford Valencia ! Pour vendre des boîtes ? Pour demander des comptes aux dirigeants de Ford ? Pas du tout. Ce serait pour observer l'organisation du travail mise en place récemment, à savoir les 1x8.

Comme quoi les liens avec la compagnie Ford ne sont pas complètement coupés. Quand ça les arrange, les dirigeants savent se rendre des petits services ... entre anciens collègues.



DÉFENDONS NOS RETRAITES

Ces jours-ci un débat intitulé "pénibilité, emplois des seniors, âge de la retraite, quelles réformes en 2010" était à l'ordre du jour du sénat. A cette occasion le gouvernement a donné un aperçu des mesures qui pourraient être prises dans le cadre du rendez-vous des retraites 2010.

Invoquant le vieillissement de la population française le ministre du travail a affirmé, sans le démontrer, que la seule issue permettant le maintien de la retraite par répartition était de "travailler plus longtemps" parce que nous vivons plus longtemps. Cela montre bien le sens qu'envisage de donner le gouvernement à sa réforme. Pourtant il existe des solutions qui permettraient le maintien de la répartition, mais surtout qui conduiraient à des améliorations, pour les retraités actuels comme pour les futurs.

La CGT propose que soit confortée l'ouverture du droit à la retraite à 60 ans avec, l'intégration des années d'études et les périodes de précarité subie. Ainsi les travailleurs ayant effectué des travaux pénibles bénéficieraient d'un départ anticipé.

Pour financer les retraites il faut un élargissement de l'assiette de cotisation à tous les revenus du travail, ainsi qu'aux revenus financiers des entreprises.

Nous avons tous vu ce que proposait la direction sur l'emploi des seniors et le résultat de la négociation. Demain, ce qui est sûr, c'est que l'avenir des retraites appelle surtout une intervention massive et déterminée des salariés du public et du privé, tous ensemble pour faire en sorte que le rendez-vous de 2010 ne se traduise pas par de nouvelles et importantes régressions sociales.